

# La guerre pour le pétrole en Syrie et en Irak: politique, sécurité et redistribution des ressources

David Butter

Le pétrole qui est une ressource relativement rare en Syrie et abondante en Irak, a marqué l'évolution des conflits que vit la région

En Syrie, le gouvernement a perdu le contrôle de certains champs pétroliers. Pour couvrir sa demande intérieure, elle a fait appel à l'Irak qui commence à restreindre son aide

En Irak, la crise politique et militaire a provoqué un assouplissement des tensions entre Bagdad et le gouvernement régional kurde concernant les exportations de pétrole kurde

**L**e pétrole a influencé de différentes manières les conflits de la Syrie et de l'Irak. Des affrontements se sont produits en Syrie pour une ressource qui est relativement rare. Le gouvernement syrien s'est vu dans l'obligation de céder le contrôle de zones où il existe des champs pétroliers et différents groupes rebelles et tribus locales les ont occupées pour les exploiter. Entre temps, le gouvernement a dû faire appel à l'Irak, son principal allié dans la région, pour financer l'approvisionnement en pétrole nécessaire pour sa propre survie.

En 2014, le groupe État islamique (EI) a réussi à mettre la main sur une grande partie de l'industrie pétrolière de la Syrie, ce qui lui a généré des revenus et du carburant pour ses offensives en Syrie comme en Irak. Mais il n'a pas pu s'assurer des prix significatifs pour le pétrole dans ce dernier pays.

Au cours de l'année 2014, la production totale de pétrole irakien a augmenté près d'un tiers malgré les avancées du groupe État islamique, et la crise politique et militaire a provoqué un assouplissement des tensions entre Bagdad et le gouvernement régional kurde ainsi que des avancées importantes dans la bataille entre le gouvernement de Bagdad et le Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK) sur la question des exportations de pétrole kurde et la dis-

tribution des recettes du pétrole dans le budget irakien.

## La part de gâteau du pétrole syrien

**L**a Syrie n'a jamais été un grand producteur de pétrole. Cependant, depuis qu'elle a développé ses premiers champs dans les années cinquante, sa production a été suffisante pour couvrir la majeure partie de ses besoins intérieurs et pour permettre d'exporter à un niveau modeste.

Les premiers champs de pétrole et de gaz qui ont été exploités se trouvaient au nord-est du pays, dans les provinces de Hassakeh et Raqqa, ainsi que le champ de Sweidiyeh qui est encore le plus grand du pays. La plupart des champs du nord-est étaient exploités par la Compagnie syrienne pour le pétrole (CSP-étatique) et produisaient du brut lourd, lequel était ensuite acheminé vers la raffinerie de Homs et le terminal d'exportation de Baniyas, sur la côte méditerranéenne, par un pipeline qui traversait l'Euphrate au sud de Raqqa. En 1980 la seconde raffinerie du pays était mise en service précisément à Baniyas.

Une nouvelle phase pour le secteur commençait au début des années quatre-vingt, lorsque Shell (Pecten) découvrait le champ de Tayyem, dans

la vallée de l'Euphrate au sud de Deir ez-Zor. Shell développa ensuite 40 champs dans la vallée, dans le cadre de la Compagnie pétrolière Al Furat, dont 50 % était aux mains de la CSP. La production de pétrole d'Al Furat était traitée dans des points de collecte centralisés et pompée à Homs et à Baniyas, en utilisant des tronçons du pipeline Irak-Syrie-Liban achevé au début des années cinquante mais qui a été ensuite fermé en 1976 (en raison d'un différend politique pour les droits de transit). Le pétrole d'Al Furat est de haute qualité, léger et peu sulfureux. Le succès de Shell a attiré en Syrie d'autres compagnies, mais elles n'ont fait que peu de découvertes, dont on peut souligner par exemple celle de Total dans le champ de Jafra, près de Deir ez-Zor.

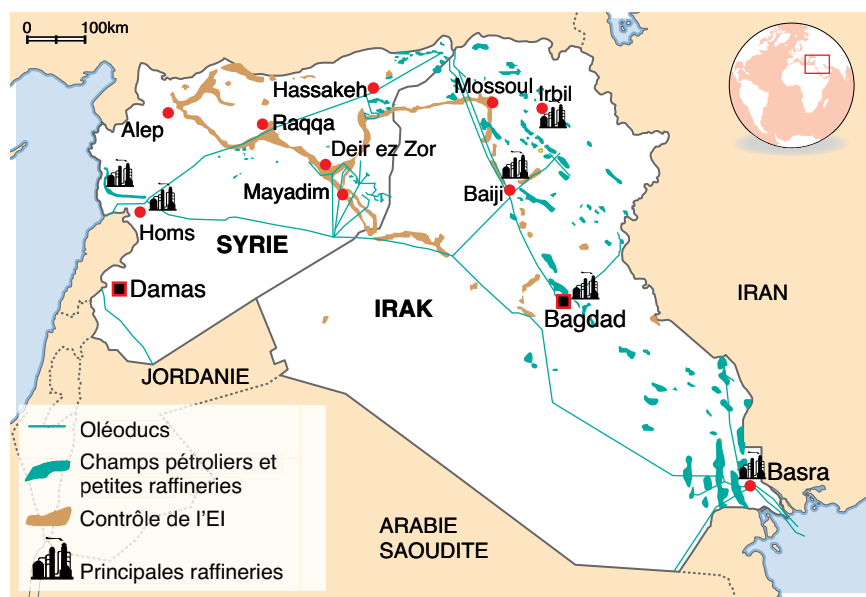
En mars 2011, la production syrienne était de 387 000 barils par jour (b/j), dont environ 200 000 étaient produits directement par la CSP, 90 000 par Al Furat (Shell), et 20 000 par DZPC (Total). Le reste, environ 50 000 b/j, était produits par deux compagnies situées à l'extrême nord-est du pays : SIPC (avec le pétrolier chinois Sinopec), Gulfsands Petroleum et Kawkab (CNPC).

Suite au soulèvement contre le régime de Bachar al Assad, en mars 2011, l'Union européenne (UE) imposait des sanctions à la Syrie, comme l'interdiction d'importer du pétrole du pays, qui sont entrées en

vigueur en octobre. Ce qui a été un coup dur car presque la totalité des 150 000 b/j qu'exportait la Syrie se vendait aux pays membres de l'UE, surtout à l'Italie et à l'Allemagne. La Syrie a eu des difficultés à trouver des clients alternatifs. Quand la révolte armée a gagné en force en 2012, le régime a reconnu que la défense des champs de pétrole des régions désertiques de l'est du pays compromettrait des troupes qui étaient nécessaires sur les fronts stratégiquement les plus importants dans les régions les plus peuplées autour des principales villes de l'ouest. Au début de l'année 2013, une grande partie de la vallée de l'Euphrate se trouvait aux mains de rebelles, et les tribus locales et les hommes d'affaires ont commencé à extraire du pétrole provenant des champs qui avaient été abandonnés depuis longtemps par les compagnies exploitantes. Les villes de Manbij, à l'est d'Alep, et de Tal Abyad, plus à l'est le long de la frontière avec la Turquie, sont devenues des étapes importantes pour commercer avec le pétrole et pour son traitement dans des raffineries improvisées. Les grands champs pétroliers du nord-est de la province de Hassakeh sont tombés sous le contrôle du régime et des forces kurdes, mais ils ne produisaient que des quantités limitées, surtout destinées à la consommation locale, étant donné que le pipeline unissant cette zone à Homs et Baniyas avait été interrompu.

Dans un premier temps, le Front al Nosra et Ahrar al Sham ont pris en charge l'organisation de l'économie du pétrole de la région rebelle, sous la tutelle des tribunaux islamiques qu'ils avaient fondés dans les principales villes. L'EI (ou État islamique d'Irak et du Levant, comme il se dénommait à ce moment-là), a commencé à pénétrer sur le marché du pétrole au début de l'année 2013 et expulsé les groupes rebelles de la ville de Raqqa.

Le Front al Nosra a conservé les plus grands champs pétroliers de la vallée de l'Euphrate jusqu'à sa capitulation devant le groupe État islamique au mi-



Source : World Energy Outlook, IEA, Petroleum Economist, Institute for the Study of War.

lieu de l'année 2014. Les accords conclus entre les tribus de la région et Omar al-Hadawchef du conseil législatif du Front, ont été annulés et remplacés par les nouvelles dispositions établies par les émirs de l'EI.

Avant le commencement des raids aériens dirigés par les États-Unis en septembre 2014, il est probable que la production totale du pétrole dans les champs syriens et irakiens contrôlés par l'EI s'élevait à 70 000 b/j tout au plus. En fait, le groupe État islamique (EI) concédait l'exploitation des champs à des groupes tribaux locaux et leur payait entre 20 et 25 dollars le baril de pétrole. Ces contrats faisaient l'objet de concurrence entre les tribus et celles qui sortaient perdantes et qui remettaient en cause les décisions de l'EI étaient traitées sans merci, comme dans le cas de la tribu d'Al Shouaitat, dans l'est de la Syrie. Des commerçants agréés par l'EI vendaient le pétrole aux raffineries qui à leur tour revendaient les produits à l'EI ou bien ceux-ci faisaient l'objet de contrebande à la frontière avec la Turquie. La valeur totale du commerce du pétrole et des produits pétroliers représente ni plus ni moins que quatre millions de dollars par jour dont l'EI obtenait une partie considérable sous forme d'impôts et de taxes, ainsi que certains bénéfices du commerce.

Les raids aériens des USA et de ses alliés arabes ont perturbé les opérations pétrolières du groupe État islamique. Dans l'un de ses premiers communiqués sur les attaques réalisées fin septembre, le Commandement central américain (le Centcom en anglais) déclarait que 12 raffineries aux alentours de Deir ez-Zor et au sud de la province de Hassakeh avaient été touchées. Le communiqué signalait que chaque raffinerie avait une capacité de traitement d'environ 300-500 b/j et il insinuait que les raids avaient annulé 10 % de la capacité de production de l'EI.

L'organisation a dû aussi faire face à la chute du prix du pétrole depuis le mois d'octobre 2014, ce qui a certainement réduit ses revenus, étant donné que le prix que paient les consommateurs finaux des produits syriens reflète les prix de marché mondial.

Depuis la mi-2014, le groupe État islamique a lancé une série d'attaques contre des installations de traitement de gaz naturel situées entre Homs et Palmyre. Le but de ces attaques n'est pas clair, car l'EI n'a pas les moyens de vendre du gaz qui arrive aux centrales électriques situées dans les zones contrôlées par le régime à travers un oléoduc. À son tour, le gaz est distribué dans toute la Syrie par le réseau électrique national. Il est probable que

ces attaques soient des tentatives d'obtenir de nouveaux territoires et n'aient aucun rapport avec le secteur du pétrole et du gaz en tant que tel.

## Al Assad dépend des pétroliers iraniens

**S**elon le gouvernement syrien, la production de pétrole dans les zones sous le contrôle du régime a été ramenée à quelques milliers de barils par jour. Ce qui signifie que le gouvernement dépend maintenant des importations pour satisfaire la demande nationale. Ces besoins sont beaucoup moins importants qu'avant le début du conflit, étant donné que la population des zones contrôlées par le régime a baissé, que la surface géographique a diminué et que plus de trois millions de Syriens ont fui le pays. À la mi-2013, l'Iran fournissait une ligne de crédit de 3,6 milliards de dollars pour financer les importations de carburant. Celles-ci consistaient, principalement, dans du brut iranien et irakien qui était acheminé vers Baniyas à travers un réseau d'intermédiaires. Là, le pétrole était raffiné pour fabriquer de l'essence, du gazoil et du mazout. Ces fournitures qui représentaient environ 80 000 b/j en moyenne étaient complétées par des chargements de produits issus du raffinage pétrolier en provenance de l'Iran et d'autres fournisseurs, notamment des entrepreneurs européens qui auraient pu avoir passé des accords avec des entreprises privées syriennes au lieu de le faire avec des entités publiques soumises aux sanctions de l'UE.

Vers la fin de l'année 2014, on a pu constater que les fournitures de l'Iran devenaient moins régulières. Damas dénonçait fréquemment une pénurie de carburant, ce que les fonctionnaires du gouvernement expliquaient en soutenant que les arrivages de pétroliers s'étaient interrompus pour diverses raisons, comme le mauvais temps et les at-

taques des pirates de l'Océan Indien. Mais l'explication la plus plausible était que le crédit iranien s'était épuisé : 80 000 barils par jour à 100 dollars le baril représentaient un total de 3,6 milliards de dollars en 18 mois. Une importante délégation de ministres syriens se déplaçait alors en Iran, mais il n'y eut aucune prolongation de la ligne de crédit. Les prix du pétrole étant à la baisse, la capacité de l'Iran de pouvoir continuer à fournir du carburant et une aide financière à la Syrie est sur le point d'atteindre ses limites. L'Iran a pris la décision stratégique de soutenir le régime d'Al Assad mais il est possible qu'il soit en train de faire pression pour qu'il utilise les ressources privées de son entourage pour couvrir une partie importante de la facture de carburant.

## Le secteur pétrolier irakien dédaigne l'EI

**A**u début de l'année 2014, l'Irak produisait environ trois millions de barils par jour. En décembre, la production s'approchait du seuil des quatre millions et les exportations atteignaient, ce mois-là, un chiffre record de 2,94 millions de barils par jour. Les bons résultats de l'industrie pétrolière irakienne peuvent être attribués à l'amélioration des exploitations des compagnies pétrolières internationales, comme BP dans le sud et à l'augmentation de la production dans la région kurde. L'offensive de l'EI qui débutait en juin 2014 n'a pu lui assurer le contrôle des grands actifs pétroliers. Les objectifs prioritaires étaient la raffinerie de Baiji et les principaux champs de Kirkouk. L'EI a mené diverses attaques contre ces objectifs, la plus récente étant celle contre Kirkouk à la fin du mois de janvier 2015. Tant que l'EI demeure actif dans le nord de l'Irak, il semble improbable que la raffinerie de Baiji puisse reprendre ses activités et la production du champ de Kirkouk restera inférieure à sa capacité

de 300 000 b/j. Cependant, l'intervention américaine et alliée dans le conflit signifie qu'il y a peu de chance que l'EI puisse s'emparer des installations et les exploiter de façon durable.

L'une des conséquences de la campagne du groupe État islamique a été la chute de Nouri al Maliki, et à la formation d'un nouveau gouvernement présidé par Haïder al Abadi, lequel s'est engagé à être plus inclusif et à lutter contre la corruption. Ce qui, à la fois, a entraîné un assouplissement des tensions existant entre le gouvernement central et le GRK concernant les exportations de pétrole kurde. Selon un accord provisoire conclu en novembre 2014, le GRK a accepté que l'Agence étatique chargée de la commercialisation du pétrole irakien (SOMO) se charge de l'exportation de 250 000 b/j de pétrole kurde. Le GRK devra aussi faciliter l'exportation de 300 000 b/j de brut de Kirkouk. En contrepartie, le gouvernement de Bagdad recommencera à effectuer les paiements budgétaires au GRK suivant une formule de distribution selon laquelle les Kurdes reçoivent 17 % du montant total des revenus irakiens en matière de pétrole. L'accord laisse en suspens des questions difficiles qui devront être tranchées dans la législation relative au secteur pétrolier, reportée depuis très longtemps, mais tout semblerait indiquer l'adoption d'une démarche plus coopérative.

La chute des prix du pétrole réduira les recettes budgétaires totales de l'Irak malgré les volumes supplémentaires qui sont exportés actuellement. Abadi se lamente déjà que cela va engendrer des difficultés au gouvernement pour financer sa guerre contre l'EI. Cependant, l'ampleur de la corruption pendant le mandat de Maliki porte à croire qu'il devrait exister une marge de manœuvre considérable pour réduire le gaspillage, s'il existe une volonté politique pour le faire. ■